

Reconquérir l'investissement agricole: vers une synergie entre investissements paysans et publics

Sylvia Kay

Mai 2014

RÉSUMÉ

Qu'est ce qu'un investissement agricole « responsable » ? En l'absence de consensus sur ce qui constitue un investissement responsable, comment il peut être mesuré et les moyens de l'appliquer, tracer la distinction entre un investissement bénéfique et un accaparement « illégitime » est loin d'être aisé. Ce rapport plaide en faveur du besoin d'écarter le débat sur l'investissement agricole de la perspective centrée sur les entreprises privées, vers la maximisation des synergies entre investissements publics et investissements réalisés par les petits producteurs alimentaires. Il examine avec une perspective historique les différents moments d'interactions entre État et société où les investissements étatique ont renforcé et se sont appuyés sur les investissements « par la base ». Ce sont des synergies entre investissements publics et paysans qui ouvrent la voie vers un cadre d'investissements économiquement juste, écologiquement viable et socialement responsable.

Avec près d'un milliards de personnes mal nourries et plus de 70% des plus pauvres à l'échelle mondiale vivant en zones rurales, la majorité dépendant sur l'agriculture pour leur subsistance, investir dans l'agriculture est une stratégie anti-pauvreté des plus pertinentes. Cependant, en dépit de leur importance vitale, les programmes d'investissement agricoles sont de plus en plus laissés entre les mains des marchés et externalisés vers des larges investisseurs (privés) déliés d'obligations en matière de droits humains. En privatisant la responsabilité de l'investissement agricole, le paradigme dominant en matière d'investissement a effectivement bloqué l'accès aux politiques publiques clés pour régler les problèmes de la faim et de la pauvreté rurale.

L'État est au contraire perçu comme un 'facilitateur neutre' connectant les producteurs vers l'agroalimentaire, dans une nouvelle approche de développement caractérisée par les filières industrielles, contrats avec des chaînes de supermarché et autres formes de partenariats privé-public. Toutefois, au lieu d'agir comme un vecteur de développement des petits exploitants, le mode de production agroalimentaire est susceptible d'entraîner une situation où une petite minorité de petits producteurs prospèrent, tandis que l'incidence et la géographie de la pauvreté rurale demeurent globalement inchangées.

C'est dans ce contexte que ce rapport défend l'idée d'un retour de l'État dans l'investissement agricole. Ceci est soutenu à travers un large éventail de domaines, qui incluent :

- Réformer et non dissoudre les banques de développement agricole. Contrairement aux idées reçues que les prêts agricoles commerciaux sont suffisants en eux-mêmes, les institutions financières du secteur privé n'ont pas pris le relais lors de retrait de l'État, laissant les petits producteurs alimentaires et les habitants des régions rurales dépendants des pratiques usurières sur les marchés de prêt informels.
- Utiliser les outils de politiques de publiques afin d'ouvrir de nouveaux marchés aux petits producteurs agricoles et renforcer les marchés alimentaires locaux et régionaux, au lieu de s'appuyer sur les marchés généraux de marchandises pour la conservation de la valeur ajoutée aux niveaux de l'exploitation et territorial.
- L'utilisation de subventions afin de compenser les inégalités en termes de ressources pour l'utilisation d'intrants agricole entre les différents producteurs alimentaires. Une « subvention pour la durabilité » pourrait aussi être employée afin de favoriser l'adoption de pratiques environnementales saines par les agriculteurs.
- Élaborer un programme progressiste en matière de recherche agricole. Il y a de vastes divergences dans le financement et l'allocation des ressources entre l'agriculture conventionnelle et les systèmes de production écologique. Ceci est le produit de la montée en puissance de l'industrie recherche-développement privée ainsi que du pouvoir du lobby des entreprises dans l'orientation de la recherche agricole publique. Les programmes de recherches publics ont eu tendance à se concentrer sur les problèmes rencontrés par les agriculteurs commerciaux ou ceux bénéficiant aux industries du modèle agro-industriel. La recherche publique agricole possède néanmoins un rôle vital dans la réorientation des priorités de recherches, plus particulièrement envers l'agro-écologie.

Le développement rural et agricole demande non seulement des politiques et investissements publics explicitement dévoués à l'agriculture, mais aussi des investissements qui créent un environnement favorable. Un tel environnement inclut

- Des réformes agraires (re)distributives dans les pays marqués par de profondes inégalités en terme de propriété foncière et accès à la terre. Pour beaucoup de petits producteurs alimentaires, la terre est davantage qu'un facteur de production; c'est la base de leurs moyens de subsistance, une manière d'être reconnu dans les prises de décisions politiques, un moyen d'accéder les services de bases et l'inclusion sociale, ainsi qu'une part de leur culture et identité collective. Des réformes agraires en faveur des plus pauvres devraient ainsi renforcer leur accès et contrôle réel sur le foncier.
- La provision de services sociaux ruraux essentiels, tels que l'électricité, la santé, l'eau ainsi que les infrastructures routières et de télécommunication. Réduire les inégalités massives dans la fourniture et l'utilisation de services ainsi que les infrastructures de développement entre zones urbaines et rurales est la clé d'un environnement favorable permettant l'investissement par les petits producteurs alimentaires. Ces infrastructures et services sont généralement sous-investis par le secteur privé étant donné leurs caractéristiques publiques.
- La protection contre les chocs des prix alimentaires par le maintien de réserves publiques. Le rôle des institutions publiques dans la gestion de l'inflation des prix alimentaires doit être révisé à la lumière

des différentes crises alimentaires. Au lieu de s'appuyer sur le secteur privé pour les stratégies de gestion des risques, ou les transferts ciblés pour assister les plus démunis, les gouvernements devraient intervenir pour stabiliser les prix. Les réserves publiques sont un outil potentiellement très important et flexible afin de réduire la volatilité des prix sur les marchés agricoles, ou remplir d'autres fonctions.

- Le renforcement des capacités de résistance, grâce aux protections sociales, en particulier celles qui investissent dans la formation du capital humain; et interconnectent la protection des moyens de subsistance – le filet de sécurité sociale – avec leur promotion, à travers l'investissement dans l'agriculture et les autres secteurs de production.

Maximiser les synergies entre investissement publiques et investissements réalisés par les petits producteurs alimentaires implique une approche interactive des relations entre État et société exploitant les tendances politiques divergentes au sein de la société et l'appareil étatique afin d'apporter des changements positifs. Cela rappelle que le « développement » n'est pas un processus automatique, technique ou dépolitisé mais le produit de réelles luttes et conflits. L'utilisation dans ce rapport de l'expression « synergies » est ainsi imprégnée de cette incertitude et tension créative. Ces synergies ne devraient jamais être interprétées comme présupposant nécessairement des situations « gagnante-gagnante » ou ayant le dernier mot sur ce qui est, par définition, un processus dynamique et évolutif de développement et transformations.

T

N

I

Publié par le Transnational Institute

Fondé en 1974, le **Transnational Institute** est un réseau international d'experts et d'activistes engagés à analyser de façon critique les problèmes d'aujourd'hui et de demain au niveau mondial. TNI vise à fournir un soutien intellectuel aux mouvements qui cherchent à orienter le monde dans une direction démocratique, équitable et durable d'un point de vue environnemental.

www.tni.org

Pour plus d'informations, contacter:

tni@tni.org